



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 02 DEC. 2024
autorisant l'exploitation d'une carrière de granite
par la société Carrières de KERGUILLO
au lieu dit « Kergogan-Bian » sur le territoire des communes de PLOUDALMEZEAU et PLOURIN**

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code minier ;

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire Bretagne approuvé le 4 avril 2022 ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bas Léon approuvé le 31 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage etc. relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1993 modifié autorisant l'exploitation de la carrière du Kergogan-Bian pour une durée de 30 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juillet 2023 prolongeant l'autorisation d'exploiter susvisée jusqu'au 15 novembre 2025 ;

Vu la demande du 28 juillet 2023, présentée par la société Carrières de KERGUILLO dont le siège social est situé lieu dit Kerguillo 29820 GUILERS, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de granite située au lieu dit Kergogan-Bian à PLOUDALMEZEAU et PLOURIN ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement ;

Vu l'avis du 4 juin 2024 de l'Autorité Environnementale sur la demande d'autorisation environnementale susvisée ;

Vu la décision en date du 26 juin 2024 du président du tribunal administratif de RENNES, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 juillet 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 29 juillet au 30 août 2024 inclus sur le territoire des communes de PLOUDALMEZEAU, PLOURIN, BRELES, LANRIVOARE, PLOUGUIN, TREOUERGAT ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux (Ouest France et Le Télégramme) ;

Vu l'absence d'avis des communes de PLOUDALMEZEAU, PLOURIN, BRELES, LANRIVOARE, PLOUGUIN, TREOUERGAT ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date du 20 septembre 2024 ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions en date du 25 octobre 2024 de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 25 octobre 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu le courrier du pétitionnaire en date du 29 octobre 2024 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Vu l'avis en date du 28 novembre 2024 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre du Livre I, Titre VIII, Chapitre I du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les éléments fournis par la société Carrières de KERGUILLO dans son dossier de demande d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT les engagements pris par le pétitionnaire dans son dossier et lors de l'instruction en vue d'assurer la protection des intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT l'avis réputé favorable des communes susvisées ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

CONSIDÉRANT les recommandations du commissaire enquêteur relatives à la réalisation de mesures sonores au démarrage des campagnes de concassage et au suivi des matériaux inertes accueillis sur le site ;

CONSIDÉRANT les avis formulés par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), le Service Départemental Incendie et Secours (SDIS), services contributeurs, le bureau de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Bas Léon ;

CONSIDÉRANT les demandes de la DDTM relatives aux modalités de surveillance de la qualité des rejets et leurs impacts sur le milieu récepteur, au suivi de la biodiversité par un écologue ;

CONSIDÉRANT les demandes du SDIS relatives aux moyens de lutte contre l'incendie, de prévention des pollutions ;

CONSIDÉRANT la demande de la CLE relative aux modalités de suivi de la qualité des rejets au milieu récepteur, au contrôle de la qualité des déchets accueillis sur le site, à la mise en œuvre d'actions correctives en cas d'anomalies et à la transmission annuelle des résultats d'analyses à la CLE ;

CONSIDÉRANT en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation mentionnées dans le dossier du 28 juillet 2023 susvisé, les modalités d'exploitation fixées par le présent arrêté préfectoral d'autorisation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L. 181-3, L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

1- PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Carrières de KERGUILLO dont le siège social est situé lieu dit Kerguillo 29820 GUILERS est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de PLOUDALMEZEAU et PLOURIN, au lieu dit Kergogan-Bian, une carrière à ciel ouvert de granite et les installations annexes de premier traitement des matériaux.

La présente autorisation unique tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3.

1.1.2 Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux en vigueur encadrant le fonctionnement des installations sont maintenues, modifiées ou supprimées dans les conditions suivantes :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles conservés	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées
Arrêté préfectoral n° 99/330 du 24 février 1999	Article 1 autorisant l'exploitation	Articles 2 à 14
Arrêté préfectoral n° 98/34 du 7 janvier 1998	Sans objet	Articles 1 à 4 : supprimés
Arrêté préfectoral n° 98/1898 du 26 octobre 1998	Sans objet	Articles 1 à 5 : supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 11 juillet 2023	Sans objet	Articles 1 à 5 : supprimés

1.1.3 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Nature / Volume des activités	Volume demandé	Régime ^(*)
2510-1	Exploitation de carrières.	165 000 t/an de granite en production maximale	A
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW.	Installations mobiles de concassage-criblage primaire et secondaire 900 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m ² .	Superficie maximale 16 000 m ²	E

(*) A : autorisation ; E: enregistrement

1.1.4 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

RUBRIQUE	ACTIVITÉ	VOLUME AUTORISÉ	RÉGIME ^(*)
2.1.5.0 - 2°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Surface totale écoulements : 11,67 ha	D

(*) D : déclaration

1.1.5 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	Numéro Parcelles	Superficie en m ²
PLOUDALMEZEAU	ZO	68	10 000
		69	29 160
		20	32 710
		21	19 530
		22	12 040
		23	2 200
		24	365
		25	24

PLOURIN	ZD	7	10 690
Superficie totale			116 719

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du permissionnaire et/ou des contrats de forage dont il est – ou sera – titulaire.

1.1.6 Modalités de fonctionnement

La carrière fonctionne du lundi au vendredi, hors jours fériés :

Ouverture administrative, livraisons, expéditions	8h00 - 18h00
Extraction, traitement et stockage	7h00 – 21h00 Pendant les campagnes de production. 1 à 2 campagnes par an pour une durée cumulée des 2 campagnes inférieure à deux mois

A titre exceptionnel, pas plus de 5 fois par an, la carrière pourra fonctionner le samedi, aux horaires mentionnés ci-dessus. Dans ce cas, l'exploitant informe préalablement l'inspection des installations classées.

1.2 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.3 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.3.1 Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R. 181-48 du Code de l'environnement.

En application des articles L. 181-21 et L. 181-28 du Code de l'environnement, **l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.** Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

1.3.2 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage naturel.

La réhabilitation du site est réalisée en vue de l'aménagement d'un espace naturel, conformément :

- aux dispositions du dossier de demande d'autorisation,
- au plan de remise en état du site figurant en annexe du présent arrêté.

Dans dix ans à compter de la date de notification du présent arrêté, prenant en considération notamment l'avancement du phasage d'exploitation, les éventuelles évolutions réglementaires, les conclusions des suivis écologiques, les conditions de remise en état sont actualisées.

Cette actualisation est intégrée au bilan environnemental prévu à l'article 2.3 du présent arrêté.

Lorsque installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant effectue l'ensemble des opérations administratives et techniques définies par l'article R. 512-75 du Code de l'environnement, dans le respect des dispositions des articles R. 512-39-1 à 512-39-5 dudit Code.

1.4 GARANTIES FINANCIÈRES

1.4.1 Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre I.1.4 et uniquement pour la rubrique suivante 2510-1.

1.4.2 Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé selon les indications de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état prévues par la législation des installations classées.

Les garanties financières sont établies pour la durée de l'exploitation de 30 ans et pour la durée de remise en état du site. Leur montant en fonction de la période est de :

Périodes	TOTAL TTC EN €
Phase 1 - 0 – 5 ans	103 020 €
Phase 2 - 5 – 10 ans	93 088 €
Phase 3 - 10 – 15 ans	92 715 €
Phase 4 - 15 – 20 ans	117 357 €
Phase 5 - 20 – 25 ans	104 169 €
Phase 6 - 25 – 30 ans	84 131 €

1.4.3 Établissement des garanties financières

Le bénéficiaire de l'autorisation adresse au préfet, dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent arrêté, le document attestant la constitution de la garantie financière pour le montant mentionné pour la première période quinquennale figurant dans le tableau ci-dessus.

Indépendamment des sanctions pénales qui pourront être prononcées, l'absence de garanties financières, constatée après mise en demeure, entraîne la suspension de l'autorisation.

1.4.4 Renouvellement des garanties financières

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état prévues par la législation des installations classées.

1.4.5 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les 5 ans selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé.

2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour

l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

2.1.2 Principes d'exploitation

La conduite de l'exploitation est effectuée conformément aux principes définis dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé, aux plans de phasage et de remise en état en annexés du présent arrêté.

La cote maximale d'exploitation est fixée à -21 m NGF.

Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.2.1 Clôture et accès

L'accès à toute zone dangereuse sera interdit par une clôture solide et efficace.

Les accès et passages seront équipés de barrières ou de portails.

Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part en périphérie.

Durant les heures d'activité, l'accès sur la carrière est contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations.

2.1.2.2 Distances limites et zones de protection

Les bords de l'excavation sont tenus à une distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute leur hauteur.

2.1.3 Récapitulatif des documents tenus à disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir, tenir à jour et tenir à la disposition de l'inspection des Installations Classées sur le site, un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

2.1.4 Plan d'exploitation

L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie. Y sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres, la position des différentes bornes matérialisant le périmètre autorisé,
- les bords de la fouille et la position des différents fronts,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique (routes publiques, chemins, ouvrages publics, etc...).

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2.2 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

2.2.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

2.2.2 Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives une fois par an, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. L'analyse comparative, accompagné des commentaires de l'exploitant, est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

2.2.3 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les résultats commentés de l'auto surveillance des eaux de surface sont transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées, au plus tard le dernier jour du mois qui suit la mesure.

Les autres résultats d'autosurveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception.

Tous les résultats sont accompagnés d'une interprétation, et, le cas échéant, du descriptif des actions engagées par l'exploitant en cas de dépassement des valeurs limites.

2.3 BILAN ENVIRONNEMENTAL

Avant le 31 mars de chaque année, l'exploitant élabore un bilan environnemental comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. En particulier ce bilan présente les relevés mensuels des quantités d'eau pompées dans chaque bassin et rejetées au milieu naturel.

Ce bilan est transmis :

- au préfet,
- à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées,
- aux maires des communes de PLOUDALMEZEAU et PLOURIN,
- aux membres du bureau de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Bas Léon.

3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

3.1 DISPOSITIONS POUR PRÉVENIR ET LIMITER LES ENVOIS DE POUSSIÈRES

Les convoyeurs susceptibles d'être sources d'émissions de poussières sont équipés de dispositifs permettant de limiter ces émissions.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières, notamment :

- les voies de circulations et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement...) et convenablement nettoyées, arrosées en période sèche ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'établissement ne doivent pas entraîner de dépôt de boues ou de poussières sur la voirie publique. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules, humidification des chargements ou le bâchage des bennes doivent être prévues en cas de besoin ;
- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

3.2 SUIVI ET MESURES DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES ENVIRONNEMENTALES

L'exploitant met en œuvre un suivi des retombées de poussières par jauges de retombées dans le respect de la norme NF X 43-014.

Il réalise le contrôle des niveaux d'empoussièrément, à minima durant 4 campagnes consécutives, en période de fonctionnement du concasseur mobile.

La campagne est réalisée au moyen de quatre jauges de retombées implantées conformément au plan en annexe 3 du présent arrêté.

Si, à l'issue de ces 4 campagnes, les résultats sont inférieurs à 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges, la fréquence du contrôle deviendra annuelle.

4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire Bretagne et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bas Léon.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU A USAGE INDUSTRIEL

Sans objet.

4.2 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

4.2.1 Identification des effluents

Les différentes catégories d'effluents doivent être identifiées :

- les eaux pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,

- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

4.2.2 Caractéristiques du point de rejet

Le point de rejet présente les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N° 1
Coordonnées (Lambert 93)	X : 134 953.62 Y : 6 850 342,26
Nature des effluents	Eaux de ruissellement et d'exhaure recueillies dans le fond de fouille. Pompage dans le bassin de fond de fouille après décantation, transit par un second bassin avant transfert vers le bassin de décantation puis rejet au milieu par surverse.
Exutoire du rejet	Milieu naturel
Milieu naturel récepteur	Ruisseau de Kersaint
Débit horaire maximum	90 m ³ /h

Le point de rejet est équipé d'un compteur permettant de mesurer le volume rejeté au milieu.

4.2.3 Plan de gestion des eaux pluviales et des eaux d'exhaure

Un plan du circuit des eaux pluviales et des eaux d'exhaure est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- le sens d'écoulement des eaux pluviales,
- le bassin de collecte et de décantation,
- le point de rejet,
- le milieu récepteur,
- Les dispositifs éventuels d'obturation, les dispositifs de mesures, ...

4.2.4 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est mis en place un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant ...), conformément aux méthodes normalisées de référence fixées par l'avis NOR : TREP2027860V - JORF n°0315 du 30 décembre 2020 - Texte n° 134.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU REJET

4.3.1 Valeur limite d'émission pour les rejets en milieu naturel

Les eaux rejetées dans le ruisseau Le Kersaint respectent les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets moyens d'une journée :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- Température inférieure à 30 °C
- MEST (1) inférieures à 25 mg/l
- DCO (2) inférieure à 65 mg/l
- Hydrocarbures (HCT) inférieurs à 5 mg/l
- Fer + Aluminium inférieurs à 5 mg/l

(1) MEST : Matières En Suspension Totale.

(2) DCO : Demande Chimique en Oxygène sur effluent non décanté.

Les mesures sont effectuées conformément aux normes en vigueur.

Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mgPt/l.

Le débit maximal instantané ne dépasse pas 90 m³/h.

4.3.2 Fréquence d'analyses

Sous réserve d'un rejet effectif, le contrôle de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel sera réalisé tous les 3 mois, à minima pour les paramètres listés à l'article 4.3.1.

Le débit de rejet est suivi en continu.

Le contrôle de la modification de couleur est réalisé tous les semestres.

4.3.3 Suivi des impacts des rejets sur le milieu naturel récepteur

Afin d'estimer l'impact de l'activité de la carrière sur le milieu récepteur, une mesure de l'Indice Invertébré Multimétrique (I2M2) est réalisée sur le ruisseau du Kersaint, 100m en amont et 100m en aval du point de rejet, à un débit représentatif du module du cours d'eau, dans l'année suivant la notification du présent arrêté.

4.3.4 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

5 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

5.1 NIVEAUX ACOUSTIQUES

5.1.1 Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	Établissement à l'arrêt
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	Établissement à l'arrêt

5.1.2 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, en période de fonctionnement, 70 dB pour la période de jour.

5.1.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès la première campagne de concassage, puis tous les 3 ans, en période de fonctionnement du concasseur. Les points de mesure (zones à émergence réglementée et limite de propriété) sont définies sur le plan en annexe 3 du présent arrêté.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

5.2 VIBRATIONS

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Il est procédé à 1 mesure à chaque tir de mine au droit de l'habitation du riverain le plus concerné (en fonction de l'orientation des tirs) .

Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

6 – PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

6.1 MESURES DE SUIVI POUR LA PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

L'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, de réduction et de suivi prévus dans le dossier de demande d'autorisation susvisé et notamment :

Mesures d'évitement

- E1.1 : exploitation évitant les sites aquatiques et habitats humides de la carrière dont le bassin à l'entrée de la carrière accueillant le fluteur nageant.

- E1.2 : exploitation évitant le bassin fréquenté par le Martin pêcheur d'Europe.
- E1.3 : exploitation évitant les habitats humides de la frange Sud dont la « saulaie riveraine ».
- E2 : aménagement du site en évitant la zone fréquentée par le Lézard des murailles.

Mesures de réduction

- R1 : conservation d'une zone préservée en faveur de la biodiversité (8 460 m²).
- R2 : conservation d'espaces arbustifs et arborés et de fourrés favorables à certains oiseaux patrimoniaux.
- R3 : interventions limitées de débroussaillage ou de défrichement hors période sensible pour la faune.
- R4 : modification des stocks de matériaux en dehors de la période de reproduction de l'hirondelle de rivage.
- R5 : limitation des risques d'atteinte aux individus d'amphibiens en phase aquatique.
- R6.1 : gestion des espèces végétales invasives.
- R6.2 : gestion des espèces animales invasives.
- R7 : limitation des nuisances envers la faune nocturne.
- R8 : comblement des dépressions et ornières pour éviter l'installation d'amphibiens pionniers.

Mesures d'accompagnement

- A1 : création d'un merlon végétalisé d'essences champêtres locales en pied de merlon.
- A2 : transplantation par plaque de l'habitat à *Eleocharis palustris* présent en fond de fouille dans la zone préservée afin de conserver la même diversité d'habitat.

Suivis écologiques

- SE1 : suivi des habitats : par un écologue, pour ce qui concerne l'évolution du milieu après transfert de la végétation *Eleocharis palustris* reposant sur une visite estivale avec photographies ciblant la zone d'accueil et commentaire sur le taux de recouvrement de l'espèce :
 - fréquence : année n+1, n+3 et n+5, puis tous les 5 ans,
 - intégration dans le bilan annuel suivant la réalisation du suivi d'un rapport illustré et commenté..
- SE2 : suivi des amphibiens : une visite annuelle durant la période de reproduction par un écologue :
 - fréquence : année n+1, n+3 et n+5, puis tous les 5 ans,
 - intégration dans le bilan annuel suivant la réalisation du suivi d'un rapport illustré et commenté.
- SE3 : suivi des hirondelles de rivage : suivi interne :
 - fréquence : année n+1, n+3 et n+5, puis tous les 5 ans,
 - intégration dans le bilan annuel suivant la réalisation du suivi d'un rapport illustré et commenté.
- SE4 : suivi des espèces invasives animales et végétales : campagne réalisée par un écologue :
 - fréquence : année n+1, n+3 et n+5, puis tous les 5 ans,
 - intégration dans le bilan annuel suivant la réalisation du suivi d'un rapport illustré et commenté.

7 - PRÉVENTION DES RISQUES

7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

7.2 Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie pour empêcher toute intrusion.

7.3 RISQUES

7.3.1 Tirs de mine

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles lors des tirs de mine pour assurer la sécurité et l'information du public.

Une information du maire est réalisée au minimum dans les 24 heures précédant le tir de mine.

Pour tous les tirs effectués dans la carrière, l'exploitant s'assure qu'aucune personne n'est présente dans les secteurs susceptibles d'être atteints par des projections de pierre. Ces secteurs sont définis par l'exploitant et sous sa responsabilité, dans le respect des mesures de maîtrise des risques définies dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation environnementale du 28 juillet 2023 susvisé.

7.3.2 Intervention des services de secours

7.3.2.1 Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

7.3.2.2 Ressource en eau

Le site est équipé d'une réserve en eau de 120m³ au moins, installée avant mise en service de l'installation. Les modalités d'aménagement de la réserve en eau doivent être validées par le service prévention du SDIS.

7.3.3 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

7.3.3.1 Réentions des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La rétention ne disposera pas d'écoulement gravitaire, les liquides seront retirés par relevage.

7.3.3.2 Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

Le ravitaillement des engins en carburant est réalisé sur une aire étanche amovible. Des produits absorbants sont disponibles sur site.

Des consignes relatives :

- aux opérations de ravitaillement des engins en carburants,
- aux procédures à respecter en cas de déversement avéré,

sont établies, tenues à jour et affichées.

En cas de pollution avérée, le rejet d'exhaure est interrompu.

8 - DÉCHETS

8.1 PRINCIPES DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE

Les déchets résultant de l'industrie extractive sont gérés conformément au plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière figurant dans le dossier de demande établi conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation de carrières.

Le plan de gestion fait l'objet d'une révision tous les cinq ans ou dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle son contenu. Il est transmis au préfet.

8.2 ACCUEIL DES DÉCHETS INERTES EN PROVENANCE DE L'EXTÉRIEUR

L'exploitant est autorisé à accueillir des déchets inertes provenant de l'extérieur à hauteur de 11 000 m³ maximum par an, pour un total de 275 000 m³ sur 30 ans.

L'accueil des déchets inertes en provenance de l'extérieur s'effectue dans le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé.

9 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

9.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de RENNES :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

9.2 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée dans les mairies de PLOUDALMEZEAU et PLOURIN et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de PLOUDALMEZEAU et de PLOURIN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté en application de l'article R. 181-38, à savoir : PLOUDALMEZEAU, PLOURIN, BRELES, LANRIVOARE, PLOUGUIN, TREOUERGAT ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Finistère pendant une durée minimale d'un mois.

9.3 EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de QUIMPER, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Carrières de KERGUILLO et dont une copie sera adressée aux maires de PLOUDALMEZEAU et PLOURIN.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



François DRAPÉ

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale
autorisant l'exploitation d'une carrière de granite
par la société Carrières de KERGUILLO au lieu dit Kergogan-Bian
sur le territoire des communes de PLOUDALMEZEAU et PLOURIN**

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : plans de phasage de l'exploitation

ANNEXE 2 : plan de remise en état du site

ANNEXE 3 : points de mesure des émissions sonores et des poussières environnementales

ANNEXE 4 : mesures de suivi pour la protection de la biodiversité

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale
autorisant l'exploitation d'une carrière de granite
par la société Carrières de KERGUILLO au lieu dit Kergogan-Bian
sur le territoire des communes de PLOUDALMEZEAU et PLOURIN**

ANNEXE 1 : plans de phasage de l'exploitation



Vu, pour être annexé à l'arrêté de ce jour
le 02 DEC. 2024

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

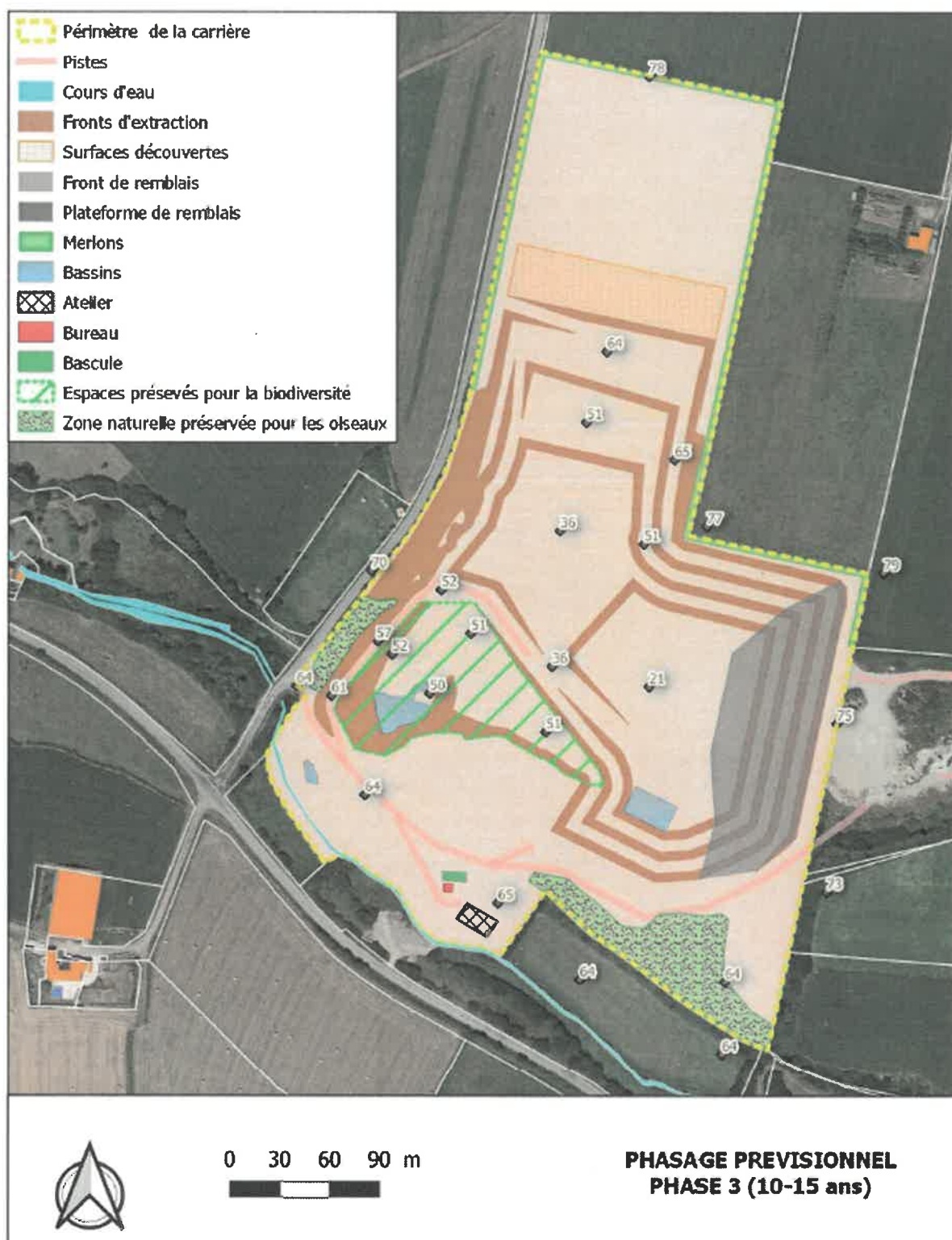
François DRAPÉ



VU, pour être annexé à l'arrêté de ce jour
QUIMPER, le 02 DEC. 2024

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

François DRAPÉ

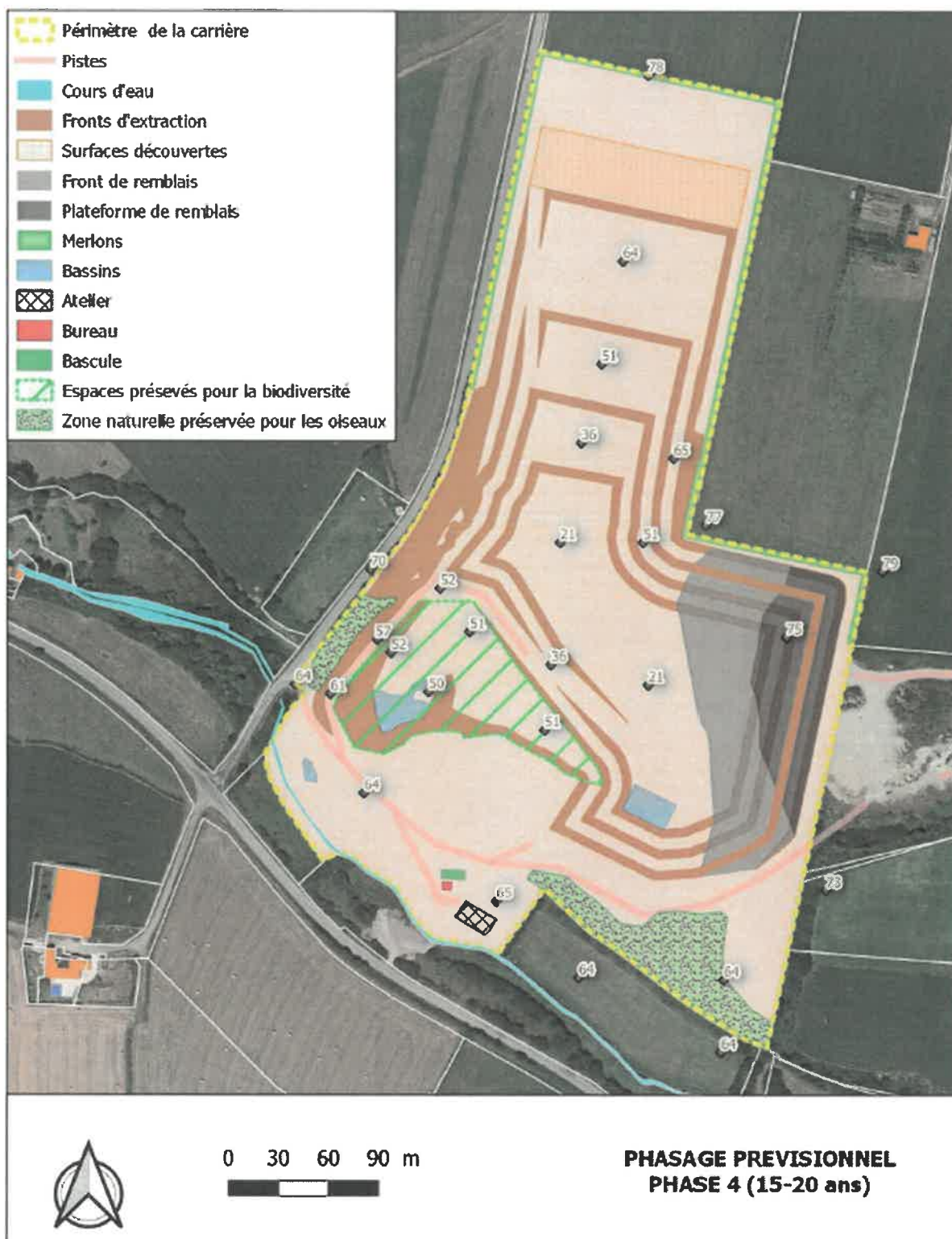


VU, pour être annexé à l'arrêté de ce jour
QUIMPER, le 02 DEC. 2024

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

[Signature]

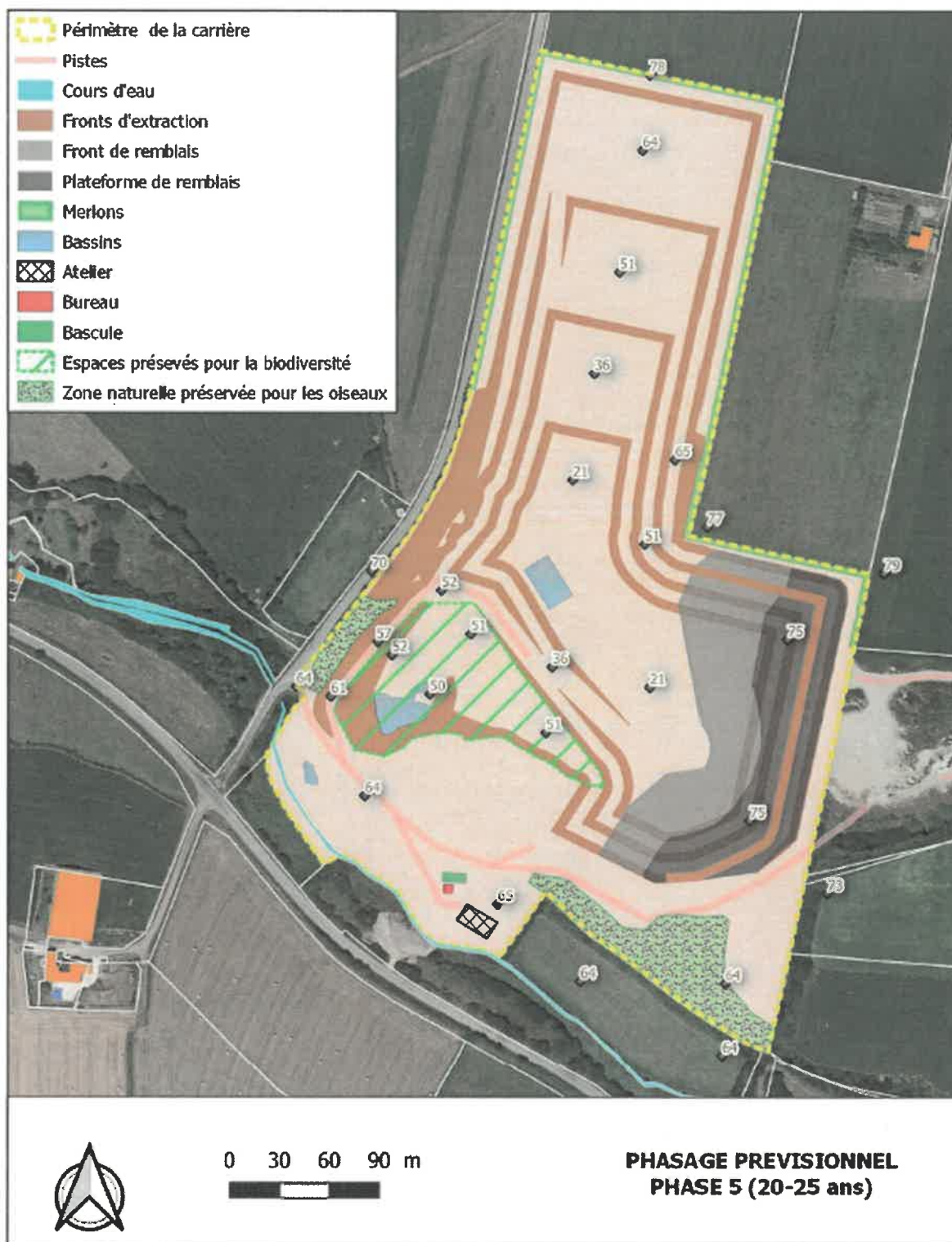
François DRAPÉ



VU, pour être annexé à l'arrêté de ce jour
QUIMPER, le 02 DEC. 2024

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

François DRAPÉ



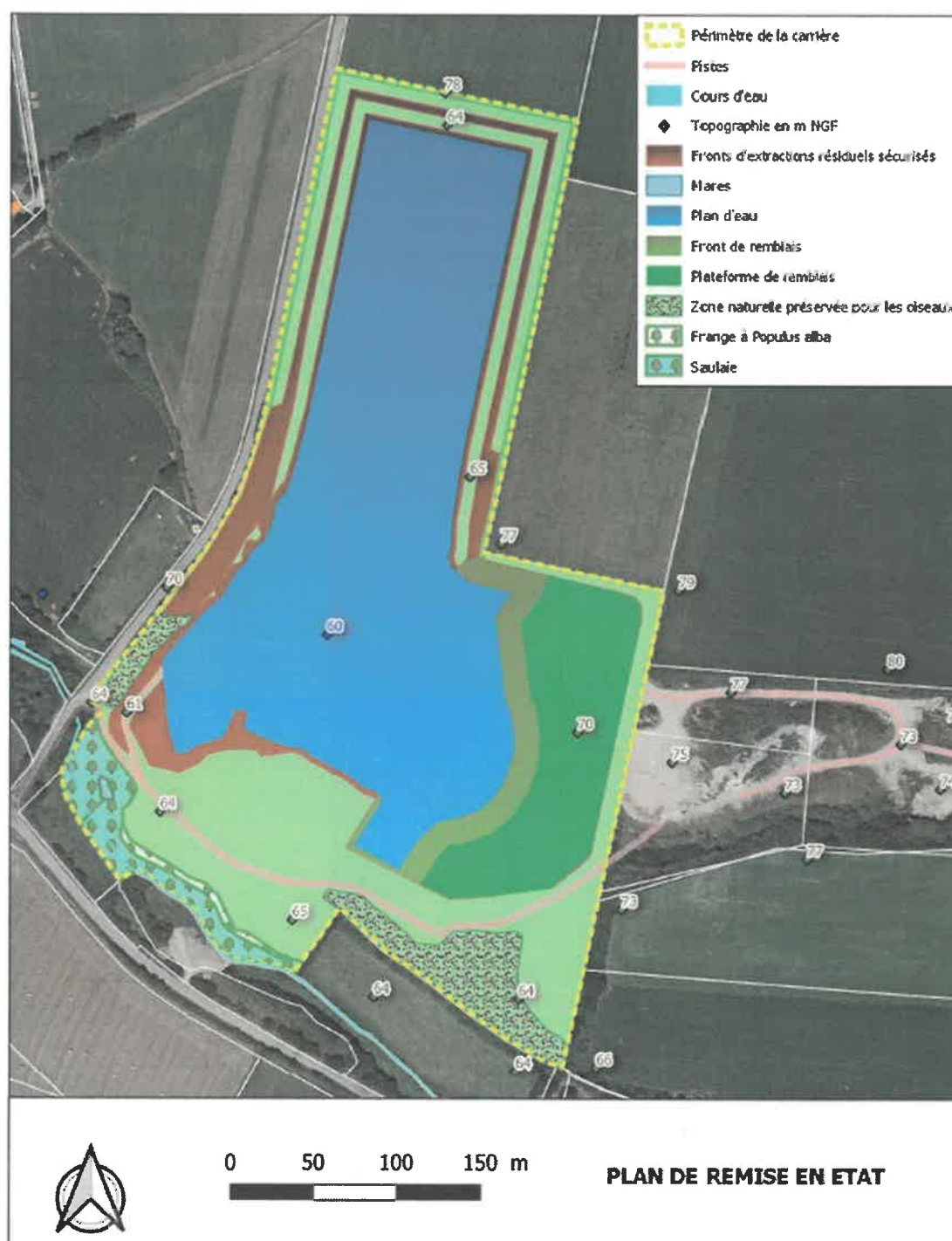
VU, pour être annexé à l'arrêté de ce jour
QUIMPER, le 02 DEC. 2024

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

François DRAPÉ

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale
autorisant l'exploitation d'une carrière de granite
par la société Carrières de KERGUILLO au lieu dit Kergogan-Bian
sur le territoire des communes de PLOUDALMEZEAU et PLOURIN**

ANNEXE 2 : plan de remise en état du site



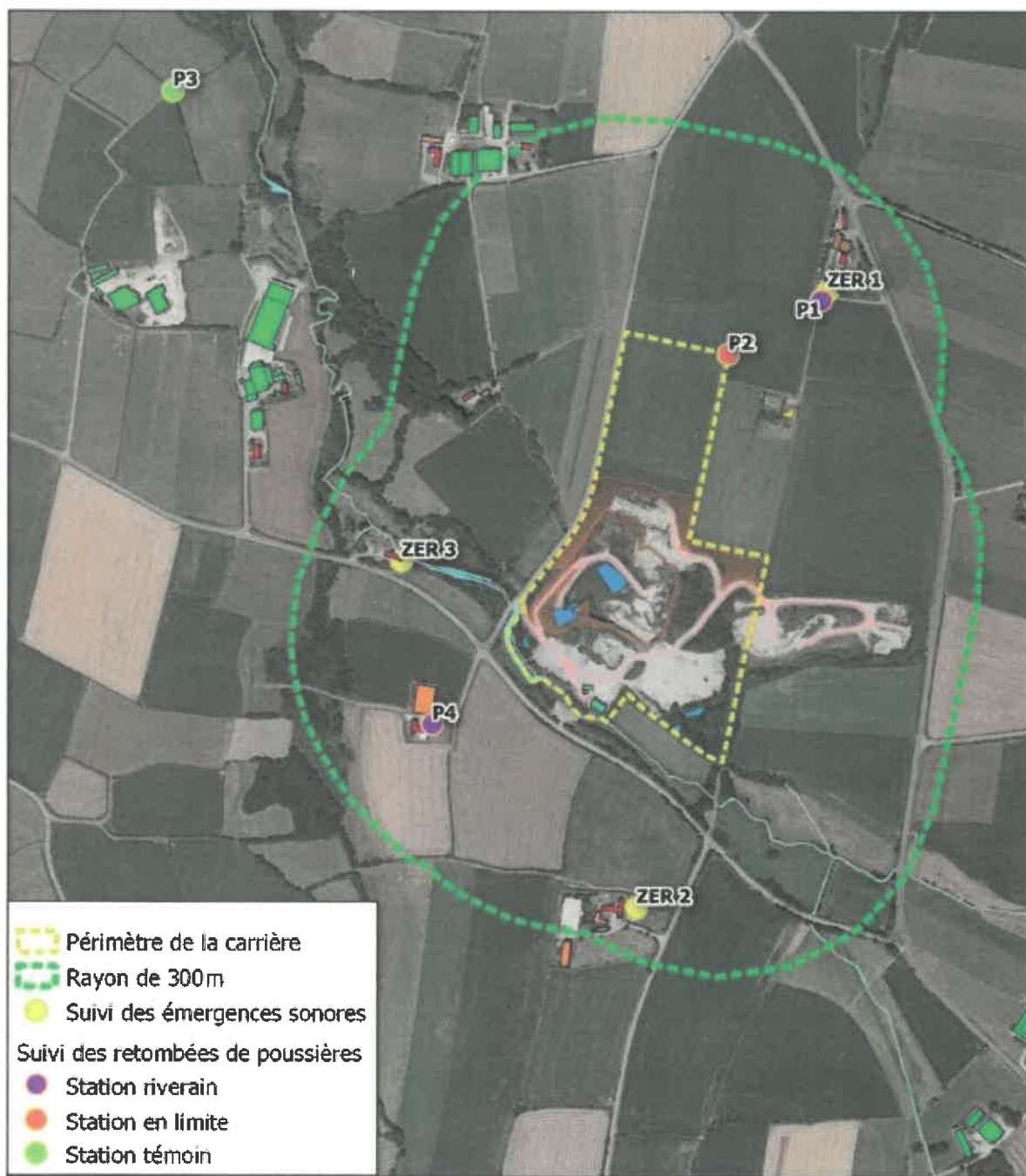
VU, pour être annexé à l'arrêté de ce jour
QUIMPER le 02 DEC. 2024

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

François DRAPÉ

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale
autorisant l'exploitation d'une carrière de granite
par la société Carrières de KERGUILLO au lieu dit Kergogan-Bian
sur le territoire des communes de PLOUDALMEZEAU et PLOURIN**

ANNEXE 3 : points de mesure des émissions sonores et des poussières environnementales



VU, pour être annexé à l'arrêté de ce jour
QUIMPER, le 02 DEC. 2024

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


François DRAPÉ

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale
autorisant l'exploitation d'une carrière de granite
par la société Carrières de KERGUILLO au lieu dit Kergogan-Bian
sur le territoire des communes de PLOUDALMEZEAU et PLOURIN**

ANNEXE 4 : mesures de suivi pour la protection de la biodiversité



VU, pour être annexé à l'arrêté de ce jour
QUIMPER, le 02 DEC. 2024
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


François DRAPÉ

Légende



Périmètre Faune Flore

Périmètre demandé en renouvellement

Mesures

Mesures d'évitement

- E1.1** Exploitation évitant le bassin accueillant le flutseau nageant
- E1.2** Exploitation évitant le bassin fréquenté par la Martin-pêcheur d'Europe
- E1.3** Exploitation évitant les habitats humides de la frange sud
- E2** Aménagement du site évitant la zone fréquentée par le lézard des murailles

Mesures de réduction

- R1** Conservation d'une zone préservée en faveur de la biodiversité
- R2** Conservation d'espaces arbustifs et arborés
- R3** Intervention de débroussaillage ou défrichage hors période sensible pour la faune
- R4** Modification des stocks de matériaux en dehors de la période de reproduction de l'hirondelle de rivage
- R5** Limitation des risques d'atteinte aux individus d'amphibiens en phase aquatique
- R6.1** Gestion des espèces végétales invasives
- R6.2** Gestion des espèces animales invasives
- R7** Limitation des nuisances envers la faune nocturne
- R8** Comblement des dépressions et ornières pour éviter l'installation d'amphibiens pionniers

Mesures d'accompagnement

- A1** Création d'une haie en pied de merlon
- A2** Transplantation par plaque de l'habitat à Eleocharis palustris

Habitats



Zone préservée

Habitats préservés favorables aux oiseaux patrimoniaux

Habitats humides préservés



Faibles dépressions humides à juncs dominants

Fourrés de saules

Frange à Populus alba

Prairies humides éparées

Saulaie

Cours d'eau

Vu, pour être annexé à l'arrêté de ce jour
QUIMPER, le 02 DEC. 2024

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

François DRAPÉ